



Compte rendu

Berlin – Allemagne – Jeudi 7 mars

Avec notre député Frédéric Petit et une quarantaine de participants, à l'Institut Français de Berlin. La modération est assurée par Sylvie Fodor.

Introduction

Frédéric Petit remercie les deux conseillers consulaires qui ont aidé pour la préparation et souligne l'importance de leur rôle pour les Français de l'Etranger.

Le GDN ne commence pas ce soir et ne se termine pas en Mai, il doit se tenir en permanence entre élus et citoyens. On peut y participer en allant sur le site du GDN.

Il prendra la parole soit pour répondre à une question directe soit pour corriger des affirmations inexactes et espère une confrontation fraternelle.

Aux questions officielles (Ecologie-Fiscalité-Organisation de l'Etat-Démocratie) citées par Sylvie, des participants y ajoutent ou précisent : la ville qui est un thème transversal, la transition écologique, l'évasion fiscale, la dette.

Thème 1 : la démocratie participative

Il y a une crise de la représentation démocratique en France en raison du système électoral qui permet d'avoir une confortable majorité en ayant été élu par un faible pourcentage de voix. Les électeurs ne se sentent plus représentés par un parlement où domine un parti largement majoritaire.

Il faut remplacer ce dernier en introduisant la **proportionnelle** intégrale.

FP le système majoritaire à deux tours a été introduit pour mettre fin à l'instabilité gouvernementale de la 4ème République. Il propose pour 400 députés (il y a un accord général sur cette réduction du Parlement) 300 élus du territoire et 100 élus à la proportionnelle, car il faut maintenir la proximité du député. Le passage à la proportionnelle est un but du

quinquennat et du Modem. Il existe des systèmes de proportionnelle au niveau local et rien ne s'oppose à l'introduction du nouveau mode de scrutin, par la loi, d'ici la fin du mandat actuel.

Constat : **la perte de confiance** dans la politique. Cela tient au fait que les citoyens ne sont pas ou peu impliqués dans le processus politique, alors qu'en Allemagne les gens sont davantage intégrés aux débats, aux discussions qui sont certes longues et difficiles, menée avec patience et modestie, pour aboutir au consensus. En ce sens, **le GDN** est une bonne chose qu'il faudrait institutionnaliser dans le long terme.

Il y a un changement en France qui va dans ce sens, surtout au niveau local, où la nouvelle génération attend moins de l'Etat, où les gens se retroussent les manches, pour par exemple traiter le problème des déchets ou, s'agissant des plus jeunes, participer aux « Fridays for Future », où l'on est davantage enclin à débattre, tendance accentuée par le mouvement des Gilets Jaunes.

Pour **rétablir la confiance**, il faudrait un renouvellement du personnel politique, prendre en compte le vote blanc, recourir à un second vote si le candidat vient d'être élu par un faible nombre d'électeurs, réduire le cumul des mandats et aggraver les peines d'inéligibilité jusqu'à l'interdiction totale, pour laisser la place à d'autres citoyens désireux de remplir dignement leur rôle de député.

La confiance s'établit grâce à la proximité, il faudrait décentraliser les ministères dans des infrastructures modernes réparties dans le grand Paris, ce qui favoriserait le développement de la grande couronne. A noter qu'en Allemagne, les députés sont plus proches des citoyens, alors qu'en France trop de rigidité bureaucratique empêche le contact entre élus et électeurs. La confiance dépend aussi de l'exemplarité de nos représentants.

Les Gilets Jaunes montrent que les gens veulent discuter et que le scrutin majoritaire doit changer. Il est donc à souhaiter que l'abstention régresse avec des pratiques inspirées du modèle allemand, dont le système électoral avec ses deux voix favorise une représentativité équitable, et les referendums locaux tels qu'ils sont pratiqués à Berlin. L'exemple de l'ancien Aéroport Tempelhof est très instructif : en effet, la décision prise il y a deux ans n'est pas définitive, population et autorités politiques continuent à débattre et il est probable qu'une nouvelle consultation aura lieu prochainement.

FP La proximité est importante, c'est pourquoi les députés européens doivent être attachés à une région sous peine de perdre le contact et non pas simplement figurer sur des listes. Il y a en France des possibilités de referendums aux niveaux national et régional, susceptibles d'être initiés par l'opposition.

Thème 2 : la transition écologique

C'est un sujet qui concerne les parents soucieux de l'avenir de leurs enfants. Il y a une contradiction entre l'écologie et la politique sociale. Quelles sont les mesures qui auraient le plus d'impact pour ralentir voire stopper le réchauffement de la planète ?

FP En amont du problème se pose la question de la consommation. Consommation d'énergie, des ressources, des produits, relevant de la responsabilité de chacun. Il faut en outre que le débat fasse ressortir les mesures qui sont réalisables.

En Allemagne, on a une approche pragmatique avec des solutions simples, et on pratique la pédagogie de l'Environnement dès le plus jeune âge. En France, il n'y a pas de projet concret à long terme mobilisateur, mais des petites mesures non coordonnées. Les approches sont diamétralement opposées. Les Allemands, parce qu'ils trient en amont dans des structures organisées, se sentent plus concernés, mobilisés, alors qu'en France le tri s'effectue surtout en aval. Le comportement de chacun est un facteur déterminant. Exemple de décision personnelle : prendre le train au lieu de l'avion.

FP L'introduction d'un prix sur le carbone serait certes une petite mesure mais qui corrigerait les prix des vols. Est-il normal de payer si peu pour se déplacer en avion ?

La fiscalité sur le Diesel était une mesure antisociale. Et faut-il absolument que les services publics, moins énergivores, soient rentables ? Pour beaucoup de personnes, boucler les fins de mois passe avant le changement climatique. Il faut donc veiller à ne pas renforcer les inégalités par des taxations mal ciblées.

Il y a des politiques qui ne favorisent pas la lutte contre le réchauffement, ainsi celle qui consiste à ne pas taxer le kérosène.

L'Allemagne n'est cependant pas le meilleur exemple, vu sa production d'électricité à partir du charbon, alors même que la France pollue moins dans ce secteur grâce à l'énergie nucléaire.

La disparition programmée du Diesel n'est pas compensée par une réelle offre de véhicules alternatifs. Cela s'explique aussi par la réalité du marché automobile, qui interdit de trop brusques changements.

Quelles solutions ? Pas de mesure globale, mais des mesures adaptées aux différents secteurs d'activité, qui ne soient pas une menace sur les libertés, qui aident à la création d'emplois, qui évitent un traitement inégalitaire entre les petits et les gros. Une gestion qui est délicate, car produire et vendre d'un côté, préserver l'environnement de l'autre sont antinomiques. Une solution consisterait à réorganiser et rapprocher les lieux de production (agriculture, industries) de façon à réduire les distances et par là même les transports, donc la consommation énergétique. Renoncer aux délocalisations. Cela demanderait plus de coercition, à condition de laisser des alternatives.

Toute activité produit du carbone (production, destruction, recyclage), il faudrait donc inclure ces externalités dans le prix du carbone, et ce au niveau mondial étant donné la globalité des structures économiques.

FP *L'UE avait créé cet outil carbone.*

Encore des propositions pour agir : améliorer les processus de fabrication, orienter les étudiants vers la recherche moyennant une incitation financière.

Est-il trop tard ? Lire à ce sujet deux ouvrages : « Fractures françaises » de Christophe Guilluy et « Comment la France a tué les villes » d'Olivier Razemon.

Thème 3 : la Fiscalité

- Il faut lutter contre l'évasion fiscale. L'argent récupéré irait vers des investissements dans le domaine social et allégerait les charges de la classe moyenne.

- Au niveau européen, il existe une compétition fiscale. La commission est impuissante, s'agissant d'unifier les fiscalités des pays de l'UE.

- On devrait diminuer la charge fiscale des gros contribuables (personnes physiques et morales), lesquelles, en contrepartie, investiraient dans les PME.

- La suppression de l'ISF profite surtout aux actionnaires, il n'est pas prouvé que cela ait créé des emplois.

- En France, le débat riches-pauvres confine au traumatisme national. Une sorte d'hystérie qui s'est manifestée lors de l'introduction du prélèvement à la source.

- Il faut une solution européenne pour avoir du poids à l'échelle mondiale.

- Le niveau des charges sociales (ratio de 1,44 sur le salaire brut contre 1,22 en Allemagne) freine l'emploi, embaucher coûte trop cher.

- Trop de complexité dans la gestion de la fiscalité en France (10 caisses en France contre 3 en Allemagne, virements décalés dans le temps) qui pèse sur l'activité des entreprises. Les experts-comptables sont chers et non responsabilisés, contrairement aux conseillers fiscaux allemands (Steuerberater) qui, eux, aident entreprises et particuliers. Une simplification est nécessaire, aussi bien pour les unes que pour les autres.

- Taxer les multinationales sur le chiffre d'affaires, non sur le profit.

FP *Cela vient d'être fait en France pour les GAFAs*

- Les entreprises allemandes installées en France sont satisfaites en ce qui concerne la rentabilité, ils dénoncent la bureaucratie et l'organisation complexe de la fiscalité.

- Comment pallier la suspicion quasiment « génétique, atavique » des Français par rapport au fisc ?

En impliquant davantage les citoyens dans le processus politique qui aboutit aux décisions en matière fiscale, en publiant une liste des niches fiscales pour plus de transparence, en pratiquant une simplification « outrancière »

Thème 4 : Comment rétablir la confiance dans notre démocratie ?

- En réduisant les distances par une gestion plus régionale, décentralisée, aussi bien pour la France que pour l'Europe.

- En développant la vie et la participation des citoyens aux corps intermédiaires (syndicats, associations, partis politiques).

- FP *L'Etat français est transparent, les informations sont disponibles, ce sont les citoyens qui ne s'informent pas suffisamment. Concernant le scrutin majoritaire, n'oublions pas qu'il a été voté en 1962 par une très large majorité.*

Les conclusions et attentes :

Sylvie remercie l'organisation de ce débat, son format permet d'entendre toutes les voix, d'avoir un échange personnel.

FP *Le GDN est intéressant car il permet une confrontation fraternelle. Ses résultats seront « open data », accessibles aux chercheurs. Le rôle premier du citoyen est de contrôler son député qui contrôle à son tour le gouvernement.*

Des personnes ne sont pas venues, car elles doutent de son utilité, ou elles ne voient dans cette initiative qu'une manœuvre du Président. Il faut garder le contact avec elles.

Il y a une grande interrogation quant au traitement des résultats et aux mesures qui vont suivre, tant l'agenda Macron (son programme de réformes) et les revendications GJ sont contradictoires.

En France, on ne s'écoute pas, on pratique le bras de fer, au lieu de cultiver la discussion. Le monde politique doit faire son aggiornamento, il pense en mode passé. Il semble toutefois que la qualité des négociations s'améliore, comme si la culture allemande déteignait sur la culture française.

FP *Nous attendons beaucoup du dédoublé des classes qui produira ses effets dans 4 ans*

N'oublions pas que les politiques ont un tableau de commandes limité dans le monde actuel. Il importe donc d'orienter les débats vers des choses concrètes.

Le manque de soutien du gouvernement allemand aux propositions françaises déçoit.

Prise de notes Arina Hube, Jean-François Guillot

Rédaction : Jean-François Guillot